Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

106-107 | 2006

Des normes à boire et à manger

Entre la bio et le bio... Quelles normes alimentaires ?

Le projet transversal de l'agrobiologie française depuis l'après-guerre

Between the Biological and the Organic... Which Food Norms? The Transversal Project of French Agro-biology since the Second World War

Benoît Leroux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1248>

DOI : 10.4000/jda.1248

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 43-60

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Benoît Leroux, « Entre la bio et le bio... Quelles normes alimentaires ? », *Journal des anthropologues* [En ligne], 106-107 | 2006, mis en ligne le 16 novembre 2010, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1248> ; DOI : 10.4000/jda.1248

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2019.

Journal des anthropologues

Entre la bio et le bio... Quelles normes alimentaires ?

Le projet transversal de l'agrobiologie française depuis l'après-guerre

Between the Biological and the Organic... Which Food Norms? The Transversal Project of French Agro-biology since the Second World War

Benoît Leroux

- 1 L'agrobiologie, couramment définie sous son aspect le plus restrictif comme étant une agriculture n'employant ni produits phytosanitaires de synthèse ni engrais chimiques est, en raison de son projet transversal, partie prenante dans les sphères agricoles et environnementales depuis une vingtaine d'années. Elle y soulève des enjeux économiques et politiques fondamentaux concernant aussi bien les modes de consommation, la santé publique que l'aménagement du territoire. Pour se faire, les agrobiologistes se sont eux-mêmes protégés par des cahiers des charges stipulant un ensemble de prescriptions. Ce processus de normalisation au sein du champ agroalimentaire ne s'est pas fait sans luttes, luttes qui continuent d'ailleurs à marquer leur histoire. Une partie de celles-ci est visitée ici *via* des observations menées dans le sud-ouest de la France au sein d'un groupement de développement de l'agriculture biologique. L'observation participante au sein d'une AMAP¹ toulousaine sert aussi à illustrer comment peuvent s'accorder, sur une échelle locale, des modes de production et de consommation.

Quels noms pour l'« agriculture biologique » ?

- 2 La France rurale de la fin des années 1940 vit s'intensifier à grande échelle les processus de mécanisation et d'utilisation de produits chimiques de synthèse. Face à cette réelle révolution agronomique, économique mais aussi culturelle et symbolique (Champagne, 2002), des consommateurs, médecins et naturopathes, inquiets des effets produits sur l'alimentation et la santé, se réunirent au sein de premières associations de défense pour une alimentation désignée de « normale » ou « naturelle ».

- 3 L'expression « agriculture biologique » apparut en France dans les années 1950, notamment dès 1958 avec le GABO (Groupement des agriculteurs biologiques de l'Ouest). Pourquoi ce nom fut-il préféré et reste-t-il toujours préféré à celui d'« organique », de « naturel » ou d'« écologique » ? Sans doute l'expression « biologique » reprenait-elle partiellement celle déjà existante dans la Suisse d'avant-guerre (dite « organobiologique »), influencée elle-même par le courant britannique et l'agriculture biodynamique développée en Allemagne. Peut-être le terme de biologique – en opposition au terme de « chimique » – évoquait-il mieux son caractère naturel – « bio » signifie « vivant » en grec. Bien que les partisans de la modernisation de l'agriculture prétendaient alors que leur agriculture suivait également le règne du biologique, l'expression demeura acquise pour la France.
- 4 Cette base latine fut également partagée par la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal, alors que la plupart des autres pays européens lui préférèrent celle d'« écologique ». Dans les pays anglo-saxons, conformément à l'histoire culturelle de leur mouvement agrobiologique, le terme « *organic* » prévalut. Le courant biodynamique allemand et la « *Soil Association* » britannique promue par Albert Howard (1971), fondateurs de l'agrobiologie européenne, furent, quoiqu'il en soit, motivés par la fertilité des sols, auxquels ils consacraient d'importantes recherches et expérimentations agronomiques.
- 5 Ainsi, avant de reconnaître une quelconque norme, « l'agriculture biologique » se définit en opposition à l'agriculture dite « moderne », « chimique », bientôt « conventionnelle ». Plus exactement, ce fut de l'établissement de nouvelles normes dominantes du développement agricole, notamment l'apport de la chimie de synthèse dans les sols et la perte d'autonomie qu'il engendre pour le paysan contre lesquelles et à partir desquelles se définit l'agriculture biologique.

Le processus d'institutionnalisation générateur de regroupements et de normes

- 6 Diverses structures agrobiologiques virent le jour dans les années 1960 et 1970. Unions, fédérations, associations locales ou internationales, aux orientations tantôt syndicales, et parfois commerciales, se succédèrent aux rythmes des querelles de méthodes et d'éthiques. L'association *Nature et Progrès*, créée en 1964, élaborait, dès 1972, le premier dans l'histoire mondiale, un cahier des charges pour l'agrobiologie. Évolutif au fil des années, il fixa des règles strictes de production et de transformation pour chaque catégorie de produit. Les contrôles du bon respect du cahier des charges permettant d'apposer le logo *Nature et Progrès* eurent pour caractéristiques d'être effectués par les paysans eux-mêmes. À l'instar de la certification biodynamique (label *Demeter*) fonctionnant sur le même principe, ces deux certifications sont toujours en cours.
- 7 La structuration progressive des organisations agrobiologiques et leur volonté de reconnaissance officielle conduisirent leurs représentants à s'orienter dès 1976 vers un rapprochement du champ agricole dominant. Cette stratégie d'intégration fut motivée par une marginalisation structurale de l'agriculture biologique à l'intérieur du monde agricole. Or, le soutien le plus fort en la matière se révéla être l'État et son système administratif à même de pouvoir donner des cadres réglementaires. La loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 stipula que « les cahiers des charges définissant les conditions de

production de l'agriculture n'utilisant pas de produits chimiques de synthèse peuvent être homologués par arrêté du ministère de l'Agriculture ».

- 8 Ce processus d'institutionnalisation se poursuit par la mise en place de normes de qualités et les modalités de contrôles, enrichies aux cours des années, définies par des conventions interprofessionnelles où l'État joua le rôle d'arbitre et de garant officiel du label « AB », auquel il délégua la démarche de contrôle et de certification à des organismes privés. En 1991, la nouvelle norme européenne 45011² et son logo vinrent compléter le dispositif. Ce nouveau référentiel de l'agriculture biologique européenne désiré et longtemps débattu restreint, au final, ce modèle à une base assez limitative et figée. L'agriculture biologique, devenue signe officiel de qualité, ne fut « reconnue que comme un ensemble de techniques ou un marché et non comme un système de production innovant » (Pirou, 2002 : 409). Les dimensions – notamment sociales et éthiques dont une fraction majoritaire d'agriculteurs biologiques témoignent – ne furent pas inscrites dans le cahier des charges.
- 9 « Il y aurait deux bios : le bio et la bio » aime à dire Daniel, animateur du groupement des agriculteurs biologiques du Lot. Le masculin renvoie à la seule dimension du mode de production et du marché, tandis qu'au féminin l'expression s'élargirait au « mode de vie, voire à un art de vivre... ». Cette distinction révèle assez bien la tendance à une dualisation du champ agrobiologique entre une pratique qui, tout en respectant le cahier des charges officiel, reproduit les schèmes productivistes (spécialisation des cultures, agrandissement des surfaces, recherche du meilleur marché...) et celle défendue par les partisans d'une bio cherchant à dépasser le cadre productif et mercantile. Cette approche présentée ici comme transversale ajoute au cahier des charges un ensemble d'objectifs et de principes non exhaustifs. De manières répétées, paysans et militants bios expriment les nécessités suivantes : relocalisation des productions, solidarité Nord/Sud et locale, respect du commerce équitable³, protection/utilisation des semences et variétés anciennes, importance donnée aux goûts et saveurs, protection des sols (y compris contre l'urbanisation), aides aux jeunes installations ou encore, comme le suggère Aubert (2006 : 8) : « veiller à la diversité et à l'harmonie des paysages [...], avoir une démarche écologique dans sa manière de construire, d'habiter et de se déplacer »...
- 10 L'enjeu de pouvoir servir de base de référentiel à une hypothétique « agriculture durable » demeure difficile à atteindre tant les agrobiologistes sont dominés structurellement au sein du champ agricole. Ils n'ont en effet que peu de poids dans l'ensemble des structures économique et politique : ils ne représentent que 1,5 % d'une population active agricole, égale elle à 3 % de la totalité des actifs. Bien plus : malgré une forte augmentation de ses surfaces cultivées depuis le début des années 1990, elles tendent à diminuer depuis 2003. Le défaut d'aide au maintien de la filière crée une situation défavorable pour les producteurs français soumis à une concurrence européenne où les productions bios sont davantage subventionnées. Cette situation bloque les reconversions alors que la demande en produits biologiques poursuit son augmentation et conduit à importer la moitié des produits consommés. La part de la superficie agricole consacrée à l'agriculture biologique en 2003 (2 % de sa surface agricole utile) place la France en avant-dernière position dans l'Europe des 15. Ces chiffres illustrent si besoin est les choix politiques effectués en matière agricole.
- 11 Jusqu'à une date très récente, l'agriculture désignée du point de vue des agrobiologistes comme « conventionnelle » ou « chimique » était tellement associée à l'ensemble du champ agricole, qu'elle n'y était ni nommée ni « normée ». Issue historiquement du

mythe de l'« unité paysanne », elle englobait à elle seule, de par sa place incontestablement dominante, l'ensemble de la diversité agricole. Cette capacité à agir sur les représentations communes est construite et entretenue par l'ensemble des agents qui y trouvent intérêt : essentiellement les structures assurant la cogestion de la politique agricole, mais aussi les centrales d'achat et plus globalement les agents de l'agro-industrie (Muller, 1984). Par ces liens puissants avec les champs économique et politique, cette fraction de l'agriculture dominante impose un ensemble de normes qui sont, comme le souligne Darré (1999 : 196-197), simultanément des façons de concevoir les choses et leur mise en pratique.

- 12 Afin de pouvoir faire valoir son mode de production, la stratégie des agrobiologistes réunis en fédération nationale a pris progressivement appui sur le dispositif administratif. Cette « institutionnalisation très poussée »⁴ s'est ainsi faite au prix d'une limitation de ses ambitions. Aujourd'hui, le rapport de force structurale dans lequel elle se trouve accentue cette domination et semble, via le GIP (Groupement d'intérêt public), la conduire vers « une perspective plus gestionnaire que revendicative » (Pirou, *op. cit.* : 408).

Le projet agrobiologique confronté aux structures normatives du champ agricole : exemple en Midi-Pyrénées

- 13 Début 2004, le Groupement de développement des agriculteurs biologiques de Midi-Pyrénées, le GDAB, aux prises à de grosses difficultés de trésorerie (liées en partie au gel des subventions du gouvernement), sollicite à nouveau un soutien au Conseil régional. Cette situation est l'occasion pour le groupement de faire le bilan de ses activités et de mettre à jour ses liens avec l'ensemble des institutions régionales. Une importante critique est émise envers les agents décisionnels régionaux, accusés de « cantonner l'agriculture biologique dans une niche de marché » et de participer ainsi au « déficit d'intégration du développement de la bio dans les stratégies territoriales locales » (GDAB, 2004a : 4-10). Les potentiels, en terme environnemental et socioéconomique, sont peu pris en compte. Ce déficit d'intégration révèle, au niveau du champ du pouvoir régional, la situation dominée qu'occupent les agents du projet agrobiologique tant en terme économique, politique, syndical que symbolique. Cette situation est accentuée par une « lutte normative » (Darré, *op. cit.* : 198), un rapport de force qui divise le monde agrobiologique régional pour en définir le sens et l'action à suivre.
- 14 Le champ professionnel de l'agriculture biologique, constitué d'une diversité de pratiques et de représentations, accueille de l'extérieur de plus en plus d'agents aux logiques en adéquation avec le marché dominant de l'agroalimentaire (production spécialisée, objectifs quantitatifs et de rentabilité des cultures, « filière longue », grande surface céréalrière, etc.). Cette diversité est accentuée depuis le milieu des années 1990 par l'aide économique et technique destinée aux conversions vers l'agriculture biologique, et par l'augmentation croissante de la demande. En parallèle, les groupements économiques (surtout les coopératives agricoles) sont sollicités par les pouvoirs publics pour discuter des orientations budgétaires et stratégiques de la filière. La conjugaison de ces phénomènes confirme l'enjeu commercial qu'incarne le développement de l'agrobiologie.

- 15 La mise en valeur des dimensions économiques et techniques bouleverse, sinon interroge, les normes du développement de l'agrobiologie jusque-là dominantes et modifie la structure même de son champ. Cette situation tend à accentuer des réseaux professionnels, voire des clivages où les groupes sociaux se distinguent en fonction de leur rattachement à des organisations et/ou à des techniques.
- 16 Les agriculteurs biologiques de Midi-Pyrénées défendant les conceptions transversales de l'agrobiologie, fédérés par le GDAB, représentent une majorité des 1 200 paysans biologistes régionaux. L'association, en dehors de ses missions syndicales, de communication ou de conseil technique, encourage d'autres formes de transformation et de commercialisation des produits agrobiologiques. Le projet le plus conséquent est entrepris dans la restauration collective. Il se décline par la constitution d'outils pédagogiques en vue d'une « sensibilisation et de l'éducation à de nouvelles pratiques alimentaires [...] et une définition d'un cadre régional pour la généralisation des repas bio en restauration collective » (GDAB, 2004b : 3). Le cœur du projet repose sur une démarche de diagnostic participatif régional intégrant enfants, familles, associations, professionnels de l'éducation, de la restauration, élus locaux de chaque territoire volontaire. Ce même document de travail précise que « l'ambition de ce projet réside bien dans la volonté du GDAB de contribuer à modifier les comportements alimentaires par l'introduction de produits bio au sein des restaurants scolaires » (GDAB, 2004b : 4).
- 17 Le GDAB n'ayant pas été secouru par les deniers régionaux, il se retrouve en liquidation judiciaire et stoppe net l'ensemble de ses actions en cours. Malgré cet échec, la restauration collective demeure un dossier central où agents de développement et politiques trouvent des intérêts communs. Les premiers parviennent à faire passer un ensemble de messages forts en sensibilisant l'enfant sur des aspects essentiels (saveurs, saisons, diversité...) et espèrent des répercussions auprès des parents. Les responsables politiques, quant à eux, n'oublient jamais de communiquer dans les différents organes de presses internes ou externes pour faire part du fait que « vos enfants mangent bio à la cantine ».
- 18 Mais ce soutien politique fait trop souvent défaut face à la structuration administrative gestionnaire qui, par son cloisonnement, semble hermétique à l'approche transversale des conceptions et projets agrobiologiques. Les normes alimentaires propres à ce champ, discutées par échanges de dossiers et compte-rendus de réunions, dépassent largement le champ agricole ou agroalimentaire. Cette agriculture biologique « dans les assiettes des collectivités » met effectivement en avant des normes d'actions locales, valeurs et conceptions relevant des domaines alimentaires, environnementaux ou d'économie solidaire. Se faisant, elle déborde les frontières des cadres institués et institutionnalisés et rencontre par là même les limites inhérentes aux logiques administratives compartimentées (la DRAF, la DASS ou la DIREN⁵ ne sont pas les mêmes entités et ne font pas budgets communs...).
- 19 Cette difficulté à pouvoir « entrer dans les cadres institués » est accentuée inversement via l'intégration des pratiques agrobiologiques par les agents conventionnels des organisations professionnelles agricoles (OPA). Ce processus montre, malgré une prise en compte « de certaines normes de modernisation », qu'elle se fait « comme modèle technique à l'intérieur d'un système de normes établi. Cela autant du côté des normes de production (absence de critères par exemple pour prendre en compte autre chose que la seule « rentabilité technique ou économique ») que de la façon d'envisager la relation recherche, développement, agriculteurs » (Ruault, 2000 : 308). L'ensemble du dispositif

valorisé par ces OPA, en amont mais surtout en aval de la production, rend compte d'un système pris en charge par des coopératives agricoles et des centrales d'achat en concurrence et animées par une logique de profit à court terme et de concentration financière. Ce modèle économique, on le sait (Berthelot, 2001 ; Jacquiau, 2000), impose non seulement ses normes de consommation alimentaire, mais aussi ses normes de productions (politique d'achat des prix bas, livraisons régulières, standardisation des produits...).

- 20 En définitive, malgré l'important capital symbolique que recueille l'agriculture biologique auprès des consommateurs, la dimension économique prédomine dans la structure du champ agricole et favorise la norme productive s'orientant vers une agriculture du type « raisonnée »⁶, c'est-à-dire vers une conception adaptée aux logiques et intérêts structuraux du champ dominant de l'agroalimentaire. Elle s'inscrit en parfaite symbiose avec le Rapport Saddier remis au Premier ministre Raffarin en juillet 2003 concernant l'agrobiologie en France, dont la dernière phrase stipule que « les consommateurs, et donc le marché, détermineront le rythme de développement des surfaces » (2003 : 139).
- 21 Cet état des lieux indique que les paysans biologiques porteurs d'un nouveau référentiel agricole auraient sans doute tout intérêt à faire appel à des appuis extérieurs au monde paysan pour faire le lien avec les enjeux d'autres champs relevant de l'alimentation, de la santé ou encore de l'action politique. Mais tout semble montrer que cet univers a des difficultés à intégrer dans son processus de transformation des personnes et organisations issues des milieux associatifs, politiques ou autres (hormis peut-être la dynamique autour de la Confédération paysanne ?). Cette situation conduit, par exemple, des partisans du réseau des AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne) à s'incarner force de proposition. Leur postulat repose sur la nécessaire urgence à re-localiser une paysannerie autour des centres urbains et à renouer un lien direct avec eux.

L'AMAP ou l'expérience transversale d'une redéfinition de la production et de la consommation de normes alimentaires

- 22 « Chaque consommateur membre de l'AMAP achète en début de saison une part de la récolte de la ferme. La recette ainsi obtenue par avance par le fermier constitue un fond qui couvre les coûts de production pour la saison et assure la juste rémunération du travail du paysan (et des ouvriers). En contrepartie, l'approvisionnement du consommateur en produits de qualité est assuré durant toute la saison de production. Au travers de lettres, des visites, les membres apprennent à connaître la ferme et leur engagement grandit ». Cette présentation, annonçant les principes de ce dispositif de « commerce équitable », est issue du site Internet des AMAP de Provence, premier réseau structuré en France et référence pionnière des expériences hexagonales⁷.
- 23 Ce système, cadré par le dispositif de l'« Agriculture paysanne »⁸, tente d'associer les intérêts du producteur à ceux des consommateurs. Il s'inspire en outre des *Teikei* (signifiant « partenariat » en japonais), associations de mères de familles japonaises qui, dans les années 1960, après la catastrophe de Minamata⁹, ont passé directement des contrats avec les paysans engagés à fournir des aliments sans produits de synthèse, et ce contre un paiement à l'avance de leur production. Ces « *Community Supported Agriculture* »

se sont ensuite développées aux États-Unis puis partout dans le monde¹⁰. Il faut attendre 2001 pour les voir arriver en France dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur grâce au couple de maraîchers Vuillon. Depuis, cette région compte plus de 80 AMAP autour de 4 000 familles. En Midi-Pyrénées, l'histoire commence fin 2002 et accueille bientôt une soixantaine de structures.

- 24 L'important essor des AMAP dans l'agglomération toulousaine démontre le riche potentiel que représentent ces organisations pour transcender un certain nombre de normes alimentaires tant produites que consommées : « Dans ce système, hors économie de marché, l'agriculteur écoule l'intégralité de sa production, évite la surproduction et toute mévente due à la forte concurrence internationale. N'ayant plus le souci de vendre, il peut se consacrer à la valorisation de son savoir-faire et à la qualité de sa production »¹¹.
- 25 Pour aller plus loin dans la description, nous nous appuyons sur des observations effectuées au sein d'une AMAP du nord de Toulouse. Nous procéderons par une simple comparaison entre ce mode de consommation et celui proposé dans la grande distribution (qui demeure la référence en terme de lieu d'approvisionnement alimentaire)¹². Ce système d'échange semble bien être source d'innovation dans les normes de consommation et de production autour de quatre points essentiels.
- 26 a – Le premier concerne le principe du « choix individuel » qui fait partie prenante de l'idéologie libérale. Dans l'AMAP, à l'inverse du (super)marché, les produits sont « imposés » et dépendent strictement de la saison et du climat local. Le choix collectif prévaut. Par exemple, au sein de l'AMAP observée, à la fin de l'hiver, des discussions préalables aux semis ont permis de proposer des variétés de tomates désirées et des légumes non encore présents dans le panier. Ce dernier est payé à l'avance tout comme il est décidé du jour et de l'heure pour venir le chercher. Le producteur présente ainsi chaque semaine, à côté de ses produits disposés dans des cagettes, la liste de produits avec les quantités, produits que les adhérents devront peser eux-mêmes grâce à la balance mise à leur disposition.
- 27 b – Denis (AMAP du nord de Toulouse), témoigne : « Ça change tout, ça équilibre ton repas, c'est une cuisine plus variée et plus légère. Avant, j'allais au supermarché, c'est dégueulasse, il n'y a pas de variétés ». Une forte opposition est exprimée entre la diversité des variétés de légumes des AMAP (qualitatif) et la standardisation des grandes surfaces (quantitatif). Du point de vue du producteur, l'AMAP lui assure, en sus de l'avancement de trésorerie sur six mois, la sécurité d'un écoulement de sa production et, comme l'explique Daniel de l'AMAP Provence, de substituer l'obligation de la quantité par celle de la qualité. Procédé qui, en quelque sorte, « l'oblige à faire de la biodiversité ». Les variétés rustiques et anciennes sont ainsi favorisées et donnent toute sa place au légume ou fruit de saison (la tomate, par exemple, qui dans les supermarchés est présente toute l'année sous la forme d'une ou deux variétés « résistantes » et/ou « ioniques »).
- 28 c – Ce système substitue l'anonymat et l'opacité de l'origine des produits et des principaux protagonistes de l'échange à une relation directe basée sur la confiance mutuelle. La charte stipule la nécessité pour le producteur de mener une production sans recours aux produits chimiques de synthèse et respectant un ensemble de mesures préconisées par l'« Agriculture paysanne ». Le projet central se résume au contenu du terme « AMAP » et cela par une démarche où le producteur expose son mode de production. Comme l'explique Céline au retour d'une première visite à la ferme près de

Pamiers (à une heure de Toulouse) et après avoir participé à quelques menues tâches : « C'est vraiment bien, [...] en fait on se rend compte de la réalité du travail ».

- 29 d – Cette formule privilégie le capital relationnel et culturel au capital économique. D'abord, du fait du paiement par avance, le groupe s'extrait du rapport « argent contre nourriture ». Ensuite, à l'opposé de la consécration de « l'idéologie du prix bas » avec le développement des magasins « discount » faisant silence sur le dumping social et les « externalités négatives », le consommateur de l'AMAP entend payer « au juste prix » les denrées par une forme d'échange solidaire. Les adhérents s'engagent à soutenir le producteur en cas de difficultés liées au climat, en acceptant temporairement de voir leur panier se réduire et/ou en proposant leur aide directement sur la ferme. Plus globalement, l'AMAP fait en sorte de substituer concrètement le principe de la coopération à celui de la logique du profit individualiste. Par exemple, les discussions sont fréquentes avec Laetitia, productrice, quant à ses difficultés ou non rencontrées sur sa ferme. Ainsi, plusieurs membres du groupe se proposent spontanément à venir l'aider à la mise en place d'un futur poulailler ou tenter d'intervenir pour qu'une crue ne détruise pas toutes les plantations...
- 30 Le dispositif d'échange solidaire exposé schématiquement ci-dessus, s'il tend à remplir ces caractéristiques (qui seraient à analyser sur un plus long terme et avec une démarche comparative), se réalise par le savoir-faire opérationnel des membres du réseau régional (Alliance Midi-Pyrénées). L'organisation souple et non institutionnalisée, animée par un petit groupe de bénévoles hors de toute structure administrative et/ou professionnelle, a laissé libre cours aux initiatives créatrices. Comme le dit Annie, sa présidente : « On se réjouit tous les jours d'avoir fait ce choix » avant d'expliquer que, partout ailleurs où les institutions de développement s'y essayent, très peu d'AMAP se créent. Aujourd'hui, ce n'est pas le manque de « consommateurs » (les listes d'attentes s'allongent) qui est susceptible de ralentir la dynamique, mais bel et bien le défaut de paysans et surtout de maraîchers autour de Toulouse (comme de tout centre urbain).
- 31 Bien que la grande majorité des producteurs réponde au cahier des charges « AB », nombre d'entre eux n'ont pas de label. Ici, le point d'honneur est mis sur la valorisation de petites fermes et de soutien ou d'aide à l'installation. Le label « AB » n'est pas demandé comme critère de sélection. La norme se fait en quelque sorte à partir du lien de proximité créé et entretenu entre consommation et production. La nécessité du label et de son affichage semble ainsi être une question renvoyée aux organismes de développement agricole. Les producteurs des AMAP, à l'instar de ces agriculteurs qui vendent sur certains marchés ou directement à la ferme, établissent, par la qualité de leurs produits et dans le temps, des liens de connaissance et de confiance avec les consommateurs. Ces interactions interrogent l'utilité de la présence d'un label sur l'étalage. Elles conduisent souvent à sa forte et progressive remise en cause (critique de son coût et de la mainmise administrative), et, plus largement, de l'ensemble des valeurs et des intérêts symboliques des normes institutionnelles, au profit de celles acquises localement dans la confiance mutuelle¹³.
- 32 Ce système d'échange encore fragile témoigne pour le moins d'une innovation sociale dépassant le strict univers de la production agrobiologique. Il vient l'élargir en investissant les sphères de la distribution et de la consommation qui, comme on l'a vu plus haut dans le mode du marché dominant, empêchent la pleine réalisation de son projet transversal. Ce phénomène est à mettre en relation avec une normalisation agroalimentaire internationale conduisant bien souvent à déposséder les paysans et en

définitive toutes les populations de pans entiers de leur liberté et de spécificités culturelles (cas du brevetage du vivant, des semences...¹⁴). La Commission européenne s'est illustrée à ce sujet, le 21 décembre 2005¹⁵ en annonçant, pour juin 2006, une réglementation « simplifiée » du cahier des charges de l'agriculture biologique en Europe. Elle suggère, pour faciliter le libre-échange de produits biologiques, l'adaptation d'exigences moins précises dont le droit d'y inclure l'usage de pesticides chimiques (sans dérogation), de fixer un seuil de tolérance de présence d'OGM jusqu'à 0,9 % ou encore d'interdire aux États membres de poser des exigences supérieures.

Conclusion

- 33 À l'instar de l'agrobiologie, la « question des OGM » est symptomatique des choix politiques décidés sans débat public et selon toute vraisemblance en fonction des seuls intérêts d'une minorité d'entités économiques, parfois scientifiques. Cette situation n'étant pas, loin de là, éclairée par les travaux d'investigations journalistiques¹⁶, elle soulève de fortes interrogations quant aux modes de régulation des logiques économiques en cours touchant évidemment des dimensions sociales et culturelles.
- 34 Alors que l'on n'a jamais tant parlé de sécurité alimentaire, que les dispositifs pour « la traçabilité » et ceux des contrôles de labels et normes « iso »¹⁷ n'ont jamais été aussi nombreux, une majorité de consommateurs n'a plus la seule idée de l'origine et de ce comment a été fabriqué ce qu'elle ingurgite. Or, comme nous invite à le penser Fischler (1993 : 394-395), le « savoir » découle étymologiquement du terme « saveur » : « si savourer, c'est savoir, alors il est urgent d'accroître nos compétences dans ce domaine. Nous découvrirons ainsi à la fois ce que nous mangeons et ce que nous sommes ».

BIBLIOGRAPHIE

- AUBERT C., 2006. « Quelques réflexions sur l'agriculture biologique... », *Silence*, 334 : 7-8.
- BERTHELOT J., 2001. *L'agriculture : talon d'Achille de la mondialisation. Clés pour un accord solidaire à l'OMC*. Paris, L'Harmattan.
- CHAMPAGNE P., 2002. *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française 1950-2000*. Paris, Seuil.
- DARRÉ J-P., 1999. *La production de la connaissance pour l'action. Arguments contre le racisme de l'intelligence*. Paris, Éd. MSH-INRA.
- FISCHLER C., 1993. *L'omnivore*. Paris, Odile Jacob.
- JACQUIAU C., 2000. *Les coulisses de la grande distribution*. Paris, Albin Michel.
- GDAB, 2004a. *Projet de développement de l'agriculture biologique en Midi-Pyrénées*. Bruguères, GDAB.
- GDAB, 2004b. *Bien se nourrir pour mieux vivre ensemble*. Bruguères, GDAB.

HOWARD A., 1971 [éd. angl. 1940]. *Testament agricole, pour une agriculture naturelle*. Marq-Lille, Éd. Vie et Action.

MULLER P., 1984. *Le technocrate et le paysan : essai sur la modernisation de l'agriculture, de 1945 à nos jours*. Paris, les éditions ouvrières.

PIRIOU S., 2002. *L'institutionnalisation de l'agriculture biologique*. Thèse, Rennes 2 (www.itab.asso.fr/fr/these/)

RAGOT M., 1998. *Les producteurs laitiers face à l'éventualité d'une reconversion à l'agriculture biologique. Enquête sociologique dans le Morbihan et le Cantal*. Mémoire d'ingénieur d'ITA, ENSAD/INRA-SAD, Dijon.

RUULT C., 2000. « Évolution des réseaux professionnels des agriculteurs et formes de conseil en agriculture biologique : quels enjeux pour le développement ? Le cas de la Bretagne », in ALLARD G., DAVID C., HENNING J., *L'agriculture biologique face à son développement. Les enjeux futurs*. Lyon, INRA : 289-311.

SADDIER M., 2003. *L'agriculture biologique en France : Vers la reconquête d'une première place européenne*. Rapport au Premier ministre Raffarin.

NOTES

1. Association pour le maintien de l'agriculture paysanne.
2. Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24/06/1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires (JO L 198 du 22/07/1991).
3. Les principes du « commerce équitable » acceptés sur une base consensuelle renvoient à un prix stable rémunérant le producteur pour son coût de travail et de vie, des contrats avec des producteurs travaillant sur de petites surfaces, un strict minimum d'intermédiaires et la garantie d'une relation durable par le préfinancement des récoltes (sources : www.ecorev.org)
4. « [...] sans doute la plus aboutie de tous les pays européens est une spécificité du mouvement agriculture biologique français » assure Piriou (*op. cit.* : 414).
5. Successivement Direction régionale de l'agriculture et de la forêt, Direction des affaires sociales et sanitaires, Direction régionale de l'environnement.
6. Ragot (1998). Voir Ruault (*op. cit.* : 306 et 311).
7. <http://perso.wanadoo.fr/allianceprovence/amap.html>
8. Définie selon la « Charte de l'agriculture paysanne » défendue par la Confédération paysanne et la Fédération associative pour le développement de l'emploi agricole et rural.
9. La baie de Minamata a subi pendant des dizaines d'années une pollution au mercure provoquant intoxications et maladies graves de milliers de personnes.
10. Voir le site international www.urgenci.net
11. <http://perso.wanadoo.fr/allianceprovence/amap.html>
12. En France, 90 % des produits de la grande consommation sont commercialisés par l'intermédiaire de cinq centrales d'achat (Jacquiau, *op. cit.*). Pour les produits issus de l'agriculture biologique, 50 % sont commercialisés via la grande distribution et seulement 10 % en vente directe (source : www.radiofrance.fr)
13. Néanmoins, le principe du logo/label peut apparaître incontestablement utile, voire nécessaire en terme de repère et de garantie pour les consommateurs et producteurs. Il l'est notamment dans le cas des filières longues, pour le contrôle des intermédiaires qui interviennent dans la transformation et la distribution.

14. Voir à ce propos le procès très illustratif intenté à l'encontre de l'association Kokopelli : www.kokopelli.asso.fr
  15. Voir le site de la Fédération nationale des agriculteurs biologiques (FNAB) sur www.agriculturebio.org
  16. Tout récemment, Philippe, éleveur de volailles bio pour des circuits longs en Loir-et-Cher, m'expliquait âprement ses difficultés financières liées à la peste aviaire : « On (les bios) est toujours tributaire des crises alimentaires » et de rajouter ironiquement à propos de la crise du CPE chassant médiatiquement celles des volailles « je bénis de Villepin, [...] ça c'est de la politique efficace ! ».
  17. *International Standards Organization*, cette association réunissant des organismes de normalisation de nombreux pays a pour rôle de définir des normes afin de les harmoniser au plan international.
-

RÉSUMÉS

La transversalité du projet global de l'agriculture biologique rend sa pleine réalisation et sa diffusion difficiles. Les normes dominantes de l'agroalimentaire ont tendance, par leur soumission aux logiques du marché et du profit à court terme, à rendre caduque une approche du vivant où sont privilégiés, outre des principes agro-environnementaux, des dimensions sociales et culturelles. Cet article questionne ce rapport de force en illustrant la façon dont certains agriculteurs et consommateurs de produits biologiques parviennent à élaborer d'autres liens entre production et consommation, parfois hors des sentiers battus du marché normalisé.

The transversality of the global project of organic farming makes its full achievement and dissemination difficult. By their subordination to logics of the market and short-term profit, the dominant norms of agribusiness tend to make obsolete an approach which privileges the social and cultural dimensions of life as well agro-environmental principles. This article questions this balance of power by illustrating the way in which certain farmers and consumers of organic products succeed in elaborating other links between production and consumption, sometimes away from the well-trodden paths of the normalised market.

INDEX

Mots-clés : agriculture biologique, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), institutionnalisation, normes de production alimentaire

Keywords : Community Supported Agriculture (CSA), food production standards, institutionalization, organic farming

AUTEUR

BENOÎT LEROUX

Sociologue

Doctorant au Centre de Sociologie Européenne. École des Hautes Études en Sciences Sociales

(EHESS Paris).
benoitleroux@voila.fr